

Cérémonie d'ouverture du 8^{ème} Forum mondial de l'eau
Brasilia, 19 mars 2018

Discours du Ministre d'Etat

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je veux très rapidement profiter de cette cérémonie d'ouverture pour vous dire ma gratitude, et à travers moi celle de l'Etat Monégasque et de SAS le Prince Albert II, que je représente ici.

Gratitude pour l'accueil chaleureux et généreux que vous nous réservez, dans ce grand pays qui demain sera un géant.

Et gratitude surtout pour l'organisation de ce 8^{ème} Forum mondial de l'eau, qui prend tout son sens dans votre pays. Avec ses immenses fleuves, avec 12% de l'eau douce du monde, la manière dont le Brésil gèrera cette ressource sera déterminante pour le reste de la Planète.

Mieux gérer nos ressources en eau est aujourd'hui une nécessité, pour plusieurs raisons.
Une nécessité sociale, car le manque d'eau potable est, nous le savons, un facteur de sous-développement, en même temps que d'inégalités, entre hommes et femmes notamment.
Une nécessité sanitaire : plus d'un milliard de nos contemporains vivent dans une extrême pénurie d'eau, et les problèmes d'eau sont responsables de millions de morts chaque année.

Une nécessité stratégique dans de nombreuses régions du monde, autour de la Méditerranée notamment, mais aussi en Afrique et au Proche-Orient, où les difficultés d'accès aux ressources nourrissent trop souvent les tensions.

Une nécessité économique, puisque que notre monde utilise des milliers de litres d'eau pour produire des biens de consommation de plus en plus nombreux, dans une fuite en avant irresponsable et insoutenable.

Et une nécessité écologique, au moment où le réchauffement de la Planète, la détérioration des écosystèmes, la pollution des eaux et la désertification réduisent jour après jour nos ressources en eau potable, dans un monde de plus en plus peuplé.

Pour assurer l'avenir de notre monde, nous devons trouver des réponses à ces crises, qui

s'imbriquent les unes les autres, qui se répondent et se prolongent – et qui n'en forment, au fond, qu'une seule.

C'est la crise d'un monde qui sacrifie l'avenir au présent. Un monde qui détruit les ressources dont il dépend, qui ajoute les inégalités aux malheurs, et qui refuse trop souvent de prendre ses responsabilités.

Nous le voyons en particulier dans le domaine du changement climatique, où les avancées obtenues à Paris en 2015 peinent à trouver leur prolongement concret.

Pourquoi est-ce si difficile ? Sans doute parce que les tragédies de l'environnement demeurent imperceptibles pour le plus grand nombre. L'épuisement des nappes phréatiques, la lente fonte des glaces ou l'insuffisance des installations sanitaires semblent des menaces lointaines.

Elles demeurent indolores tant qu'il n'est pas trop tard.

Or, notre responsabilité est d'agir pendant qu'il en est encore temps : mobiliser les Etats, soutenir les organisations multilatérales, mettre en mouvement les sociétés. Pour tout cela, la question de l'eau est un puissant levier.

L'eau donne une réalité à ces périls abstraits.

Lorsque les inondations ravagent des pays entiers, lorsque des eaux insalubres propagent la maladie, lorsque la sécheresse conduit des populations sur les routes de l'exil, lorsque l'accès à un fleuve crée des situations de conflit, l'eau est le révélateur des dysfonctionnements de ce monde.

Mais si l'eau est le révélateur de nos dysfonctionnements, elle est aussi, souvent, une solution.

C'est la maîtrise de l'eau qui permet à l'homme de vivre dans un environnement épargné par les sécheresses et les inondations. C'est son assainissement qui améliore l'espérance de vie des populations. C'est l'irrigation qui permet le développement de l'agriculture. Et c'est l'adduction jusque dans les maisons qui permet aux femmes et aux enfants d'éviter de longues heures de marche quotidiennes, et leur ouvre ainsi les voies de l'autonomie et de l'éducation.

En ce sens, l'eau doit donc, *peut* donc être un facteur de progrès. Je ne prendrai qu'un seul exemple : celui du bassin méditerranéen, où 30 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau salubre.

Comment parler d'avenir à ces populations, si nous ne leur donnons pas, tout simplement, de l'eau ? Comment croiraient-elles au progrès, si leurs enfants meurent de soif, de malnutrition, de diarrhées ? Et comment ferons-nous la paix, si l'eau demeure cause de conflits et d'inégalités ?

C'est pourquoi il nous faut mieux préserver et mieux utiliser nos précieuses ressources. Il faut lutter contre le changement climatique, et tout faire pour le limiter à 1,5°C, afin de ne pas assister à la fonte des glaciers du monde, à l'assèchement de régions entières et au bouleversement des écosystèmes les plus précieux.

Il faut protéger les océans, qui sont une pièce maîtresse du cycle hydrologique global, comme le rappelle la déclaration ministérielle que nous préparons aujourd'hui. Parce qu'il existe une interdépendance profonde, indépassable, même, entre les processus géologiques, le climat, les océans et les écosystèmes.

Il faut combattre la pollution qui détruit la nature, altère la biodiversité, contamine les eaux et porte les maladies.

Il faut favoriser une agriculture raisonnable et durable. Une agriculture attentive à l'eau, cette eau que l'on dit virtuelle et que nous connaissons bien aujourd'hui, puisque nous savons qu'il faut 15 000 litres d'eau pour produire un kilo de bœuf, 1 500 litres pour un kilo de blé, ou 100 litres pour une tasse de café, avant même d'y verser la moindre goutte d'eau... Et pourtant, des pays en manque d'eau continuent d'exporter des produits qui épuisent leurs faibles réserves.

Il faut donc plus largement corriger les travers d'une économie à courte-vue, qui trop souvent considère l'eau, et avec elle les ressources naturelles, comme des biens universels sans valeur. Ces biens universels, il est urgent d'apprendre à les intégrer aux calculs de rentabilité, comme il est essentiel d'y intégrer les effets à long terme de nos actes sur l'environnement.

Il faut surtout œuvrer, sous l'autorité des Nations Unies, à la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable n°6, qui porte ces ambitions, au service des populations. Et il faut travailler ensemble, comme vous nous invitez à le faire avec le Conseil Mondial de l'eau, au cours de ce Forum.

Je veux donc vous en remercier, et vous assurer de la pleine disponibilité pour cela de la Principauté de Monaco qui, sous l'autorité de SAS le Prince Albert II, a fait de l'eau une priorité.

Je vous remercie.